



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté préfectoral de mise en demeure

N° DCL-BRENV-2024- 361-5

CA Mâcon Beaujolais Agglomération

Siège administratif

Siret : 20007030800016
67 Esplanade du Breuil
71000 Mâcon

Site d'exploitation :

Déchetterie de Vinzelles

Les Grands Champs
71680 Vinzelles

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 08-4539 délivré le 10 septembre 2008 à la communauté de communes Mâconnais-Beaujolais pour l'exploitation d'une déchetterie sur le territoire de la commune de Vinzelles ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 30 avril 2011 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 31 janvier 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection, référencé XG/MV/2024/C_129 du 18 octobre 2024, établi à la suite de l'inspection des installations du 28 juin 2024 et transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté portant mise en demeure transmis le 23 octobre 2024 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant, en premier lieu, que lors de la visite du 29 novembre 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté :

1) que l'exploitant ne justifiait des capacités de rétention des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, fixées à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

2) que l'installation ne dispose pas de réserve d'eau et que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la disponibilité effective du débit d'eau du poteau d'incendie, fixée à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que, malgré la demande formulée dans le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis par courrier du 31 janvier 2018, l'exploitant n'a pas communiqué :

a) les justificatifs attendus concernant les capacités de rétention des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;

b) les justificatifs attendus concernant ces moyens de lutte contre l'incendie ;

Considérant qu'il ressort de la visite d'inspection du 28 juin 2024 que ces griefs sont toujours fondés ;

Considérant, en second lieu, que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la capacité de la rétention des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols, fixée à l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que cette inobservation de prescription est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la communauté CA Mâconnais Beaujolais Agglomération de respecter les prescriptions afférentes ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Eaux pluviales

La communauté Mâcon Beaujolais Agglomération, exploitant la déchetterie implantée Les Grands Champs sur la commune de Vinzelles (71680), est mise en demeure, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de justifier du dimensionnement des rétentions des eaux pluviales susceptibles d'être polluées fixés à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral susvisé et de disposer de leur volume utile en permanence.

Article 2 – Prévention des pollutions accidentelles

La communauté Mâcon Beaujolais Agglomération, exploitant la déchetterie implantée Les Grands Champs sur la commune de Vinzelles (71680), est mise en demeure, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de justifier de la capacité de rétention des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols fixée à l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Article 3 – Moyens de lutte contre l'incendie

La communauté Mâcon Beaujolais Agglomération, exploitant la déchetterie implantée Les Grands Champs sur la commune de Vinzelles (71680), est mise en demeure, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de justifier de la conformité et de la disponibilité des moyens fixés à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Notification et publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la communauté CA Mâconnais Beaujolais Agglomération domiciliée 67 esplanade du Breuil – 71000 MACON.

Article 4 – Exécution et copies

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le maire de la commune de Vinzelles, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Mâcon, le

26 DEC. 2024

Le préfet



Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Dijon (22, rue d'Assas – BP 61616 Dijon Cedex), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si la publication constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de publication de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Si aucune réponse n'a été apportée au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa réception par l'administration, celui-ci doit être considéré comme rejeté (décision implicite de rejet). Dans ce cas, un nouveau délai de deux mois court pour saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux.

Aucune de ces voies recours ne suspend l'application des dispositions du présent arrêté.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

